

À Rouen, les étudiants peu mobilisés pour les retraites : on s'est demandé pourquoi

Des jeunes ont manifesté contre la réforme des retraites, jeudi 30 mars 2023, à Rouen. Mais la mobilisation étudiante y semble en retrait comparée à d'autres villes. Explications.



Le cortège jeune remonte la rue Jeanne-d'Arc, à Rouen, lors de la manifestation intersyndicale du 15 mars 2023 contre la réforme des retraites.

Contre la réforme des retraites, les étudiants de Rouen (Seine-Maritime) sont-ils vraiment "déters et révolutionnaires" ? Ce chant est souvent entonné par le cortège jeune dans les manifestations. Et ce, depuis le 19 janvier 2023, date de la première journée de mobilisation, où plusieurs organisations de jeunesse (Alternative étudiante, Jeunes communistes, écolos, insoumis, NPA Jeunesses anticapitalistes et l'Unef) ont appelé à rejoindre le mouvement de l'intersyndicale.

Deux mois plus tard, les étudiants continuent de battre le pavé dans la capitale normande. Plusieurs blocages ont été organisés sur le campus de Mont-Saint-Aignan et même devant la faculté de droit, vendredi 24 mars. Trois manifestations étudiantes ont aussi eu lieu, les 9, 16 et 30 mars, réunissant à chaque fois quelques centaines de personnes.

À Rouen, une mobilisation étudiante "en demi-teinte"

Pourtant, "si vous rapportez au nombre total d'étudiants [environ 35 000 à Rouen, NDLR], cela reste une mobilisation en demi-teinte, estime pour 76actu Jean-Numa Ducange, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen et spécialiste des mouvements sociaux. Il y a eu quelques blocages, principalement à la faculté de lettres et de sciences humaines, quelques manifestations. Mais ce n'est pas systématique et ça n'a jamais duré une journée entière. »

En cela, Rouen se distingue d'autres universités comme Bordeaux-Victoire, Montpellier Paul-Valéry ou Caen, occupées durant plusieurs jours (certaines le sont encore).

Pourquoi les étudiants rouennais demeurent-ils plutôt en retrait de la mobilisation ? Jean-Numa Ducange avance différentes "hypothèses" pour l'expliquer.

[EN IMAGES. Réforme des retraites : mobilisations étudiantes à Rouen et au Havre](#)

Parce que "les retraites n'ont jamais déclenché de véritable mouvement étudiant"

Ce constat n'est pas propre à la capitale normande. "Même si on entend des jeunes dire qu'ils manifestent pour leurs parents, la perspective de la retraite n'est pas ce qui vous anime directement à cet âge », note Jean-Numa Ducange.

Des propos corroborés par ceux d'étudiants bloqués devant la fac de droit, le 24 mars : « La retraite, c'est encore loin pour nous. D'ici là, il y aura d'autres réformes."

La donne a néanmoins évolué depuis que le gouvernement a recouru au 49.3 pour faire passer sa réforme sans vote à l'Assemblée nationale.

Le 49.3 a créé un réel choc parmi les jeunes qui sont plus nombreux dans les cortèges – quelques dizaines de milliers de personnes supplémentaires au niveau national – depuis deux semaines.

Jean-Numa Ducange - Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen

"La jeunesse diplômée est plus sensible à tout ce qui peut s'apparenter à de l'autoritarisme de la part du pouvoir", complète l'historien.

La question des violences policières fait également réagir sur les campus, ces derniers jours. Ce fut le cas lors de l'assemblée générale organisée lundi 27 mars au sein de la fac de lettres, sur le campus de Mont-Saint-Aignan.

Quatre jours auparavant, Doris, une manifestante, a eu son pouce arraché semble-t-il par l'explosion d'une grenade lacrymogène, indique le parquet de Rouen qui a saisi l'IGPN (Inspection générale de la Police nationale). Entre "peur des manif sauvages" et volonté de "foutre le zbeul" (sic), les avis sur la conduite à tenir désormais, dans les cortèges, étaient partagés parmi les étudiants présents à l'AG.

[Doris, la manifestante qui a eu son pouce arraché à Rouen, a déposé plainte](#)

Parce que la condition étudiante s'est dégradée

Pour Jean-Numa Ducange, le contexte économique et social, "plus difficile", ne joue pas non plus en faveur de la contestation étudiante.

"La précarité étudiante s'est beaucoup accrue, encore davantage depuis le Covid-19 (temps de déplacements de plus en plus importants, multiplication des emplois alimentaires)", abonde sa collègue Anne Bidois, maîtresse de conférences en sociologie.

[Le coût de la rentrée augmente pour les étudiants de Rouen, mais moins qu'attendu](#)

Dans ces conditions, « il se peut que des étudiants préfèrent suivre les cours pour réussir leurs études », poursuit Jean-Numa Ducange. Selon l'universitaire, ce dilemme est peut-être moins prégnant "dans les métropoles où il y a de grandes écoles, avec des élèves issus de milieux sociaux plus favorisés".

Autre effet possible d'une population étudiante rouennaise à la sociologie "plus modeste" : le choix de s'orienter vers "des filières plus courtes et rentables sur le plan de l'insertion professionnelle, comme les BUT [ex-DUT, NDLR], les BTS ou les écoles de commerce », qui ne sont pas les plus promptes à se mobiliser.

Bastion traditionnel de la contestation étudiante à Rouen comme dans d'autres villes universitaires, la fac de lettres et sciences humaines accuse à l'inverse une baisse de ses effectifs, "au moins deux fois moins importants par rapport aux années 1990". Pour Jean-Numa Ducange, "ce sont des tendances lourdes qui finissent par se répercuter sur les mobilisations".

[Grève du 23 mars : blocage historique d'Assas, la fac la plus conservatrice de France](#)

Parce que la tradition militante "a quasiment disparu"

"Rouen était une université très mobilisée qui l'est assez peu désormais", soutient le professeur d'histoire contemporaine.

En Mai 68, les meetings organisés par Gérard Filoche, alors dirigeant local de l'Unef, et ses camarades grévistes, remplissaient sans peine les 3 000 sièges du cirque du Boulingrin. En 2006, le campus de Mont-Saint-Aignan était resté bloqué 32 jours durant l'opposition au CPE*.

Rien d'équivalent aujourd'hui. Pour l'instant du moins. Le principe d'une occupation a bien été adopté par l'AG du 27 mars. Toutefois, "une occupation réelle risque de poser des problèmes d'organisation, soulignait un étudiant présent. On le voit déjà sur les blocus, beaucoup sont chauds mais il y en a beaucoup moins que prévu sur le terrain, le jour J."

[Bourses étudiantes : augmentation, nouveaux barèmes... ce qui va changer à la rentrée](#)

Cette stratégie atteint d'ailleurs ses limites, reconnaît Mathéo Blanpain, co-animateur des Jeunes insoumis de Rouen, joint par 76actu le 22 mars : "Si on reconduit les blocages, les étudiants ne viennent plus en cours et on se retrouve à bloquer pour bloquer, alors que le but est d'élargir le mouvement."

Tandis que l'étudiant en histoire et ses camarades cherchent de nouvelles modalités d'action, Jean-Numa Ducange pointe "l'effondrement structurel du syndicalisme étudiant" comme force motrice des mobilisations. Cette tendance est générale, selon lui, mais ses effets s'avèrent "d'autant plus spectaculaires dans les facs où l'Unef était très présente".

Rouen était encore un bastion de l'Unef au début des années 2000. Tout cela a quasiment disparu. Il reste des groupes très politiques qui ne drainent pas autant de gens. Quand, quelle que soit votre tendance politique, l'Unef disait 'venez avec nous', c'était plus mobilisateur.

Jean-Numa Ducange - Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Rouen

Si une tradition militante d'« extrême gauche bloqueuse » existait encore à Rouen "il y a une dizaine d'années", ajoute l'enseignant, "ce n'est plus vraiment le cas aujourd'hui". Contrairement à des facs comme Rennes 2 ou Toulouse-le Mirail qui "attirent toujours des étudiants ayant cette sensibilité politique".

*L'université de Rouen, 1966-2016 : Histoire d'une université nouvelle, de Anne Bidois (sous la dir.), Olivier Feiertag (sous la dir.), Yannick Marec (sous la dir.).